UNIRS

Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires

144 Boulevard de la Villette 75019 Paris - Tél : 01 58 39 30 20 - Fax : 01 43 67 62 14
Adresse internet : unirs@solidaires.org - Site internet : http://www.solidaires.org/

Paris, le 21 mars 2017

Les retraitées et les retraités continuent leur campagne de mise en avant de leurs revendications. Le jeudi 30 mars, manifestations dans tous les départements.

Les candidates et les candidats pour les prochaines élections présidentielles viennent d'entrer « officiellement » en campagne. Une nouvelle fois, les personnes retraitées sont la cible, avec d'autres, de « réformateurs » d'autant rigoureux à l'égard des petits qu'ils sont bienveillants et serviles à l'égard des plus riches.

Les premières « réformes » qui ont ouvert la voie au recul de la situation des personnes retraitées ont commencé en 1986 et en 1993, et aujourd'hui, en 2017, les personnes retraitées sont en mesure de mettre au passif de nombre de postulants le trop plein de mesures rétrogrades votées. Malgré ceci, quelques candidats continuent de préconiser la poursuite, voire l'amplification, de ces politiques. L'un d'eux veut même mettre fin aux solidarités en changeant de système : celle et celui qui ne verse pas 1 € dans certaines périodes n'a rien : la maternité, l'éducation des enfants, la précarité, le chômage… et c'est aussi la fin de la pension de réversion.

Depuis juin 2014, le regroupement de neuf organisations de retraité-e-s (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, FGR-FP, UNRPA, LSR) organise régulièrement des manifestations, des pétitions, des audiences, des colloques, etc., pour mettre au grand jour la situation de plus en plus difficile de personnes retraitées.

Avec eux, les membres de l'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraité-e-s Solidaires (UNIRS) revendiquent une augmentation générale des pensions. La perte d'environ 20 % de pouvoir d'achat sur les vingt dernières années n'est pas tolérable, alors que les richesses continuent de s'accumuler au profit d'une minorité et que les budgets publics sont attaqués par une fraude fiscale et une défiscalisation favorables aux plus riches entreprises et particuliers. D'autres choix économiques et budgétaires permettraient de rendre l'accès aux soins facilité pour toutes et tous. Nous revendiquons une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des frais supplémentaires liés à la perte d'autonomie, à domicile comme en établissement (EHPAD), et la création d'un grand service public de l'aide à l'autonomie.

Le jeudi 30 mars 2017, des manifestations auront encore lieu dans tous les départements à l'appel de ces neuf organisations.

A Paris, la manifestation partira à 14h00, de la proximité de la Gare du Nord pour rejoindre la Place de la République par le Boulevard Magenta. Le rendez-vous est fixé Place de Roubaix (angle Magenta / rue de Dunkerque / rue de Maubeuge).